

RAPPORT RENDEZ-VOUS U EVROPSKOJ UNIJI

Mots des Mouvements Européens

Zvezdana Kovac, secrétaire générale du mouvement européen Serbie :

« C'est avec grand plaisir que nous avons entamé ce cycle de conférences avec le Mouvement Européen en France, non seulement parce que l'EMinS est membre du Mouvement Européen International mais aussi parce que l'amitié franco-serbe (confirmée à travers l'histoire) a besoin d'être nourrie, approfondie et adaptée aux nouveaux défis. Nous sommes attachés à l'intégration européenne depuis le tout premier jour de notre création (il y a près de trente ans) et notre mission est d'enraciner les valeurs européennes en Serbie, quelle que soit notre appartenance à l'UE, ce qui, bien sûr, doit venir couronner notre engagement. L'état de droit et le respect des droits de l'homme sont menacés en Serbie. Comme ils sont à la base de tout progrès, il est vital pour nous de partager nos préoccupations avec nos partenaires et amis et de faire tout ce que nous pouvons pour soutenir le retour de la Serbie dans la famille des démocraties. Nos premiers débats ont été extrêmement suivis, ce qui prouve un grand intérêt pour le point de vue de nos amis français sur la situation actuelle en Serbie. Nous attendons avec impatience de nouveaux projets communs qui ne pourront que rapprocher la Serbie de l'UE et montrer que la Serbie a beaucoup à offrir, et pas seulement à gagner. »

Antoine Godbert, Vice-Président du mouvement européen France :

« Grâce à ce nouveau cycle inédit de conférences, Le Mouvement Européen France se réjouit de pouvoir intensifier ses échanges, durant les mois qui viennent et au moins jusqu'au début de la présidence française de l'Union européenne, avec les militant.es européen.nes serbes dont il connaît l'engagement résolu.

Alors que le Brexit est devenu une triste réalité et que la pandémie du coronavirus tend à éloigner les nations européennes les unes des autres, il est essentiel qu'un élargissement prochain de l'Union européenne aux Etats des Balkans occidentaux puisse signifier un nouvel espoir face aux inquiétantes dérives géopolitiques de ce premier XXIème siècle. A l'heure où plus que jamais l'Etat de droit doit être défendu de Washington à Hong Kong, les citoyen.nes français.es seront toujours aux côtés de leurs ami.es serbes pour éviter toute dérive qui le corromprait.

En s'appuyant sur les spécificités serbes qui ne peuvent que renforcer les valeurs et la puissance de l'Union (défense de la diversité culturelle, volonté d'asseoir une relation apaisée avec les Etats voisins comme la Russie ou la Turquie, désir d'échanges, en particulier des plus jeunes, avec toutes les autres peuples européens...), puisse l'amitié franco-serbe, si importante dans l'histoire de l'Europe, retrouver un rôle privilégié dans ce nouveau cadre ! »



RENDEZ-VOUS U EVROPSKOJ UNIJI

9 décembre 2020
Rendez-vous #1 : Nouvelle méthodologie de l'élargissement
Rendez-vous #2 : Politique européenne et de sécurité commune

Panel #1: Nouvelle méthodologie de l'élargissement

Modéré par Zvezdana Kovac, Secrétaire Générale MES



Srdjan Majstorovic

Président du centre pour les politiques européennes (CEP) :

« Politiser davantage le processus d'intégration à l'Union Européenne c'est aussi démontrer à l'UE qu'ils ont intérêt à ce que les Balkans Occidentaux fassent bien partie intégrante du nouveau cadre stratégique qui définira le rôle l'Europe dans le monde »



Vladimir Medjak

Vice-président du mouvement européen de Serbie :

« Les citoyens pro-européens de Serbie et des Balkans Occidentaux partagent les valeurs de l'UE, avant tout l'état de droit et la démocratie. L'UE perd son attractivité lorsqu'elle apparaît comme une puissance prête à négocier ces valeurs au nom des priorités stratégiques. »



Lucie Gonzalez

Experte élargissement du mouvement européen France :

« Je ne peux pas croire que la question de la réforme de l'état de droit puisse être ignorée même si un accord est conclu avec Kosovo »



Elise Bernard

Directrice de recherche EuropaNova :

« Pour que l'élargissement soit une priorité politique, il doit exister des gens qui poussent cette priorité. Pour cela, il faut encourager des échanges entre les jeunes de l'Union Européenne et des Balkans, ajouter une dimension humaine à l'élargissement »

Sur les raisons et conséquences de l'adoption de la nouvelle méthodologie dans la mise en œuvre de la stratégie d'élargissement, on retiendra des échanges que, pour les panélistes, le besoin d'une nouvelle méthodologie provenait du constat d'un dysfonctionnement dans le processus d'élargissement. **Les intervenants serbes ont souligné la nécessité pour la Serbie d'être crédible dans sa volonté de rentrer dans l'UE.** Pour eux, la fonction de la nouvelle méthodologie est de réinstaurer une crédibilité au processus d'élargissement. Malheureusement leur constat est que le processus est encore plus politique (exemple très destructeur du comportement de la Bulgarie avec la Macédoine du Nord). Selon Vladimir Medjak, s'il faut en permanence changer la méthodologie, c'est qu'il y a quelque chose qui ne va pas. L'UE et la Serbie sont en « pilote automatique » depuis trop longtemps et le processus d'élargissement ne peut pas fonctionner comme cela.

Sur la perception française de l'élargissement, les intervenants français ont souligné l'absence d'enthousiasme en France et les questions que se posent beaucoup

d'électeurs: « que va apporter le pays candidat à la construction européenne ? ». Finalement, l'élargissement est toujours la dernière des priorités. Pour les intervenants français, la Serbie doit tout à la fois trouver une solution de long terme avec le Kosovo et respecter l'Etat de droit. L'idée que la Serbie, si elle reconnaissait le Kosovo serait exonéré des chapitres 23 et 24 est illusoire. Les deux conditions doivent être remplies. L'UE ne recommencera pas l'erreur faite avec l'intégration de Chypre. Elise Bernard a souligné qu'il serait bien plus efficace si les pays candidats de la région avaient, de leur côté, un même discours par rapport à leur intégration et si côté UE, ces pays étaient appréhendés ensemble (en un bloc) et non pas séparément.

Sur la question de l'Etat de droit, Srdjan Majstorovic a regretté que la Serbie et les pays candidats n'aient pas été associés au mécanisme de contrôle de l'Etat de droit mis en place pour les Etats membres avec la publication d'un rapport annuel. Tous les intervenants ont conclu qu'il était important que l'Etat de droit soit respecté aujourd'hui et qu'il y ait des garanties pour qu'il le soit dans la durée.

Panel #2 : Politique européenne et de sécurité commune

Modéré par Mme Véronique Auger, journaliste et présidente de la section française de l'association des journalistes européens



Jelica Minic

Présidente du mouvement européen Serbie, assistante-ministre des affaires étrangères de 2000 à 2004 et secrétaire général adjointe du conseil de coopération Régional de 2008 à 2013 :

« Durant la crise des migrants, la Serbie a fait partie de la solution, pas du problème. Pour certains aspects sécuritaires, la Serbie a déjà un niveau très significatif d'intégration à l'Union Européenne. »



Marko Savkovic

Directeur de programmes pour le Belgrade fund for political excellence et le Belgrade security forum :

« L'UE a, dans les Balkans, la pouvoir d'exercer un rôle de puissance internationale. Cependant, cette fenêtre d'opportunité se referme. »



Amélie Jaques-Apke

Directrice adjointe des études d'EuropaNova, basée en Allemagne :

« Dans l'UE, des désaccords anciens subsistent, comme en témoigne le désaccord entre Annegret Kramp-Karrenbauer et Emmanuel Macron sur la question de l'autonomie stratégique de l'Union Européenne »



Antoine Gobert

Vice-président du mouvement européen France :

« La neutralité de la Serbie n'est absolument pas un problème, mais il y a lieu d'éviter des participations trop fréquentes à des exercices militaires avec des Etats qui ne partagent pas les valeurs de l'Union européenne. Ainsi peut-on se réjouir du retrait en septembre dernier de «Fraternité Slave» avec la Biélorussie et la Russie. »

Sur la question de l'apport potentiel de la Serbie à la sécurité européenne, la partie serbe a mentionné le degré déjà élevé d'intégration de la Serbie dans l'environnement sécuritaire européen, du fait des réalités géographiques et frontalières. La coopération de la Serbie sur la crise des migrants et la lutte contre le terrorisme en était la démonstration : la Serbie était un partenaire essentiel de Frontex, de EASO, notamment durant la crise sanitaire par le biais de l'initiative régionale pour la migration, l'asile et la sécurité. La Serbie contribuait aux missions européennes de paix (exemple des efforts pour la sécurité alimentaire en Somalie). Finalement, la Serbie avait la capacité de renforcer l'autonomie stratégique de l'UE dans sa dimension économique, dont la pandémie avait démontré le caractère crucial : l'augmentation des capacités de production sur le territoire européen pouvait passer par la Serbie. La partie française a rappelé la volonté de la France d'assurer l'autonomie stratégique européenne. Dans cette perspective, la France, bien que première puissance militaire de l'UE, devait pouvoir compter sur la solidarité de tous les pays européens, une solidarité dont elle a déjà bénéficié

en 2015 suite aux attentats. L'Allemagne et la France affichaient parfois des désaccords dans cette construction, la première par le biais de Annegret Kramp-Karrenbauer poursuivant la construction d'une « boussole stratégique » laissant plus de place aux Etats-Unis dans la politique européenne de sécurité.

Dans les handicaps vers une intégration plus importante, la partie serbe soulignait le fait que l'UE n'agissait pas suffisamment comme une seule entité dans les Balkans, souvent perçus comme une sphère d'influence allemande. La visite du Président Macron avait cependant été un événement marquant le retour bienvenu de l'engagement français. De plus, le « problème du Kosovo », systématiquement mentionné, était intimement lié aux partenariats de la Serbie avec les acteurs tiers tels que la Chine et la Russie. Cet ensemble de raisons avait causé la chute du taux d'alignement de la Serbie avec la PESC de quasi-aligné en 2012 à environ 60% aujourd'hui. La Serbie n'était pas prête à un accord sur le Kosovo, et un tel accord ne devrait donc être présenté qu'avec des contreparties très importantes au risque de décrédibiliser l'UE plus avant auprès de la population.

Concernant la question de la compatibilité entre les partenariats de la Serbie avec la Russie et la Chine et son statut de pays candidat, la partie serbe différenciait la coopération majoritairement économique avec la Chine, contrairement à une coopération militaire importante avec la Russie. Cependant, dans les deux domaines, l'UE restait le partenaire principal, malgré l'approvisionnement en matériel russe. Le seul domaine dans lequel l'UE n'apparaît pas comme un partenaire est le Kosovo. Sur ce point, la possibilité de coordonner l'action de l'UE avec celle des Etats-Unis pourrait assurer une influence plus grande. De

plus, l'absence de perspective concrète d'adhésion à l'Union Européenne n'offrait aucune raison à la Serbie de s'éloigner de ses partenaires tiers. L'exemple de la Macédoine du Nord, ayant accepté des renoncements vus comme touchant à son identité nationale et historique, et n'ayant encore reçu aucune contrepartie concrète, était ainsi peu encourageant. La partie française soulignait que la neutralité n'était pas un blocage en elle-même, mais que des actions telles que les exercices de la fraternité slave avec la Biélorussie restaient incompatibles avec la PESC.

19/12/2009 - Levée de l'obligation de visa pour les Serbes pour l'entrée dans l'espace Schengen.
22/12/2009 - La Serbie présente sa demande d'adhésion à l'UE.
1/03/2012 - Confirmation du statut de candidat de la Serbie par le Conseil Européen.
1/09/2013 - Entrée en vigueur de l'accord de stabilisation et d'association UE-Serbie
21/01/2014 - Tenue de la 1^{ère} conférence intergouvernementale UE-Serbie
2015-2019 - Ouverture de 2 à 6 chapitres de négociation par an
2020 - Adoption de la nouvelle méthodologie de l'élargissement. Aucun nouveau chapitre n'est ouvert.



Rendez-vous pour la prochaine édition !